

A B C D E F G H I J K L

COMMUNIQUÉ POST-CONFÉRENCE

Le financement de l'éducation dans l'est de la République démocratique du Congo

Kinshasa, 16 avril 2026



OPPORTUNITY
EduFinance



Résumé exécutif

Organisée à Kinshasa le 16 avril 2026 par Opportunity International - EduFinance en partenariat avec l'Association nationale des écoles privées agréées (ASSONEPA), la Conférence sur le financement de l'éducation dans l'Est de la République démocratique du Congo a réuni un groupe diversifié de parties prenantes, notamment des autorités publiques, des institutions financières, des partenaires au développement, des organisations de la société civile et des acteurs du secteur de l'éducation.

La conférence s'est tenue dans un contexte d'insécurité croissante, de déplacements de population et de perturbations prolongées des systèmes éducatifs dans l'est de la RDC. Son principal objectif était de catalyser une action coordonnée pour stabiliser le financement de l'éducation et assurer la continuité de l'apprentissage dans les zones touchées par le conflit.

Principales conclusions

Les discussions ont révélé une crise profonde et systémique de l'éducation, caractérisée par quatre dynamiques interdépendantes :

PERTURBATION DE L'ÉCOSYSTÈME ÉDUCATIF

Affectant simultanément les écoles, les ménages, les enseignants et les institutions financières.

BAISSE DE LA FRÉQUENTATION SCOLAIRE

Provoqué par l'insécurité, les déplacements de population et la capacité réduite des ménages à faire face aux coûts de l'éducation.

FRAGILITÉ DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES LOCALES

Limitant leur capacité à fournir des services durables de soutien aux écoles et aux familles.

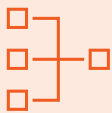
ABSENCE DE RÉPONSES INTÉGRÉES

Avec une inclusion insuffisante d'acteurs clés tels que les parents, les communautés et les écoles privées.

Les participants ont souligné que les modes de financement traditionnels s'avèrent insuffisants en période de crise et doivent être complétés par des mécanismes flexibles, hybrides et numériques, adaptés aux réalités locales.

ACTIONS ET ENGAGEMENTS PRIORITAIRES

Cette conférence a marqué un tournant décisif, passant du simple dialogue à des engagements concrets. Parmi les priorités clés identifiées, on peut citer:



Mobiliser des solutions de financement mixtes, notamment des subventions, des garanties et des instruments de financement concessionnels, pour soutenir les acteurs du secteur de l'éducation et réduire les risques liés aux investissements.



Renforcer la coordination et l'action conjointe entre les autorités publiques, les partenaires de développement, et les acteurs du secteur privé.



Développer les services financiers numériques afin d'améliorer l'accès, la transparence et la continuité des paiements liés à l'éducation.



Élaborer des produits financiers et des mécanismes de soutien adaptés au contexte (par exemple, restructuration, rééchelonnement) pour répondre aux besoins des écoles, des enseignants et des familles.



Renforcer l'engagement communautaire et les mécanismes de résilience, en reconnaissant le rôle essentiel des acteurs locaux dans le maintien de la continuité de l'éducation.

Conclusion

Les participants ont réaffirmé que l'éducation dans l'est de la RDC est un pilier essentiel de la protection de l'enfance, de la résilience communautaire et du redressement à long terme.

Pour faire face à la crise actuelle, il est urgent de mettre en œuvre des solutions coordonnées et adaptables, intégrant les dimensions humanitaires, financière et de développement.

Un large consensus s'est dégagé quant à la nécessité de passer sans délai de l'analyse à la mise en œuvre, en s'appuyant sur des mécanismes de suivi structurés afin de garantir que les engagements se traduisent par un impact concret et mesurable sur le terrain.



Présentation de la conférence

Le 16 avril 2026, une coalition d'acteurs aux profils variés s'est réunie à Kinshasa, animée d'une conviction commune : assurer la pérennité de l'éducation dans l'est de la République démocratique du Congo est à la fois une nécessité urgente et une responsabilité collective. Organisée par Opportunity International – EduFinance, en partenariat avec l'Association nationale des écoles privées agréées (ASSONEPA), la conférence a rassemblé des représentants du gouvernement, des institutions financières, des partenaires au développement, des établissements d'enseignement privés, de la société civile et des leaders communautaires.

Cette réunion s'est tenue à un moment critique. Dans tout l'est de la RDC, l'insécurité persistante, les déplacements de population répétés et la destruction des infrastructures ont profondément perturbé les systèmes éducatifs. Les écoles ferment ou peinent à fonctionner, les familles n'ont plus les moyens de payer l'éducation de leurs enfants et les institutions financières sont confrontées à des contraintes croissantes, engendrant une crise qui touche l'ensemble du système éducatif.

Bien qu'elle se soit tenue à Kinshasa, la conférence a accordé une attention particulière aux provinces de l'est de la RDC touchées par le conflit, où les conséquences de l'insécurité, des déplacements de population et des perturbations économiques sont les plus graves. C'est dans ces régions que la fréquentation scolaire est en baisse, que les services financiers sont mis à rude épreuve et que les communautés s'efforcent de maintenir l'éducation dans des conditions extrêmement difficiles.

L'ampleur de la participation reflétait la complexité du défi. En réunissant des acteurs issus du secteur public, des réseaux

d'enseignement privés, des écosystèmes financiers, des partenaires de développement et des communautés locales, la conférence a permis de créer une plateforme favorisant l'harmonisation des points de vue et l'élaboration d'une vision commune tant des contraintes que des solutions.

Objectif de la conférence

La conférence avait pour objectif d'offrir une plateforme de dialogue, de coordination et de mobilisation collective aux principales parties prenantes afin d'examiner les obstacles qui pèsent sur le financement de l'éducation dans l'est de la République démocratique du Congo et d'identifier des réponses coordonnées, réalistes et adaptées au contexte.

Les discussions s'articulaient autour de tables rondes thématiques, de panels stratégiques et d'échanges en plénière, axés en particulier sur :

- ▶ Les besoins en matière de financement de l'éducation et les principaux obstacles qui pèsent sur les zones touchées par la crise.
- ▶ Les mécanismes innovants de financement et de soutien au secteur de l'éducation.
- ▶ Le rôle des communautés, des écoles et des enseignants dans la garantie de la continuité de l'éducation.

Les perspectives de coordination entre les acteurs publics, privés et communautaires, ainsi que les partenaires au développement.

Structure des discussions

Les discussions de la conférence, structurées autour de trois tables rondes complémentaires, ont convergé vers une compréhension commune de l'ampleur et de la complexité de la crise de l'éducation dans l'est de la République démocratique du Congo.

1. Une crise profonde et systémique qui affecte l'ensemble de l'écosystème éducatif

Les participants ont souligné que la crise actuelle ne se limite pas à l'offre éducative, mais reflète une perturbation multidimensionnelle affectant simultanément les écoles, les ménages, les enseignants et le système financier. Elle résulte des effets conjugués de l'insécurité, des déplacements forcés, de la destruction des infrastructures et de la baisse des revenus des ménages. Les établissements scolaires, notamment les écoles privées agréées, connaissent une baisse des effectifs, une réduction de leurs capacités opérationnelles et des difficultés financières croissantes. Parallèlement, les ménages ont de plus en plus de mal à financer l'éducation de leurs enfants, tandis que les enseignants sont confrontés à une précarité et une instabilité économiques grandissantes.

« La crise à laquelle nous sommes confrontés n'est pas seulement une crise de l'éducation ; elle est simultanément sociale, économique et financière. »

2. Forte baisse de la fréquentation scolaire et vulnérabilité croissante des apprenants

La baisse significative de la fréquentation scolaire est apparue comme une préoccupation majeure. Les participants ont souligné que, malgré les progrès réalisés par les écoles suite aux chocs précédents, la résurgence de l'insécurité et des déplacements de population a anéanti ces progrès, entraînant une chute brutale des inscriptions et une augmentation du risque de décrochage scolaire.

La crise a également eu de profondes répercussions psychosociales et sociales sur

les enfants, les familles et les enseignants, compromettant davantage la continuité de l'apprentissage.

« La guerre ne détruit pas seulement les infrastructures, elle rompt le lien entre les écoles et les enfants qu'elles accueillent. »

3. Forte contrainte sur le financement de l'éducation et les systèmes financiers

Les discussions de la table ronde consacrée au financement ont mis en lumière d'importantes contraintes pesant sur les institutions financières et limitant l'accès au financement de l'éducation. Parmi celles-ci figurent les pénuries de liquidités, la hausse des défauts de paiement, la diminution des liquidités disponibles et les perturbations opérationnelles liées à l'insécurité.

Les participants ont souligné que les approches de financement traditionnelles ne sont plus adaptées au contexte actuel et doivent être complétées par des solutions innovantes et plus flexibles.



Les pistes proposées incluent les services financiers numériques (portefeuilles électroniques, USSD, services bancaires par agents), les mécanismes de partage des risques et les fonds de garantie pour soutenir les prêts aux acteurs du secteur de l'éducation.

« Dans le contexte actuel, les modèles de financement classiques ne suffisent plus à répondre aux réalités du terrain. »

4. Le rôle central des communautés et des acteurs locaux dans la continuité de l'éducation

La troisième table ronde a mis en lumière le fait que la résilience communautaire est un pilier essentiel de la continuité de l'éducation en situation de crise.

Les communautés, les parents et les acteurs locaux contribuent activement à la protection des écoles, au soutien des apprenants et au maintien de l'éducation dans des conditions extrêmement difficiles.

Les participants ont souligné la nécessité de renforcer les mécanismes communautaires, d'intégrer le soutien psychosocial et d'adapter les approches éducatives aux réalités de la crise.

« Les communautés ne sont pas seulement des bénéficiaires, elles sont des acteurs de première ligne pour assurer la continuité de l'éducation en temps de crise. »

5. Un appel ferme à des réponses intégrées, coordonnées et axées sur l'action

De toutes les discussions est ressorti un consensus clair : la crise exige des réponses intégrées qui dépassent les approches sectorielles, combinant innovation financière, soutien institutionnel et engagement communautaire.

Les participants ont identifié des priorités à court, moyen et long terme, notamment un soutien immédiat aux écoles, le développement de produits financiers adaptés, le renforcement des institutions financières locales et la mise en place d'un écosystème de financement de l'éducation durable.

« Nous devons passer d'interventions fragmentées à des solutions coordonnées et écosystémiques qui prennent en compte à la fois l'offre et la demande. »



Message clé issu des discussions

Les tables rondes ont collectivement fait passer un message fort et cohérent : la crise de l'éducation dans l'est de la RDC ne peut être résolue par des approches isolées ou traditionnelles et nécessite une réorientation vers des solutions coordonnées, innovantes et fondées sur l'écosystème.

Les participants ont souligné l'urgence de passer du diagnostic à l'action, appelant à une collaboration renforcée entre les parties prenantes et à la mise en œuvre rapide de solutions capables de préserver l'accès à l'éducation pour les populations vulnérables.

Principales conclusions

Les principaux résultats issus des discussions sont présentés dans le tableau ci-dessous pour faciliter la consultation.

<i>Constat principal</i>	<i>Description</i>	<i>Parties prenantes/éléments concernés</i>
Crise systémique de l'éducation dans l'est de la République démocratique du Congo	La crise est multidimensionnelle et a des répercussions sur l'éducation. livraison, capacité du ménage, et les systèmes financiers simultanément.	Écoles (destruction, fermeture, faible taux d'inscription) ; Ménages (perte de revenus, incapacité de payer) ; Enseignants (précarité économique) ; Institutions financières (problèmes de liquidités, augmentation des risques).
Baisse de la fréquentation scolaire	On constate une baisse notable des inscriptions dans les écoles privées agréées en raison de l'instabilité et des pressions socio-économiques.	Étudiants et familles touchés par les déplacements de population, l'insécurité et la baisse du pouvoir d'achat.
Concentration limitée sur l'écosystème éducatif dans son ensemble	Les réponses actuelles ne prennent pas suffisamment en compte tous les acteurs clés nécessaires pour assurer la continuité de l'éducation.	Parents (difficultés d'accessibilité financière) ; Écoles privées (rôle de continuité) ; Communautés (résilience locale) ; Institutions financières (accès au financement).

Leçons stratégiques tirées

Les participants ont souligné plusieurs leçons clés :

- Le financement de l'éducation en contexte de crise ne peut pas ne doivent plus dépendre uniquement du crédit traditionnel et doivent intégrer des mécanismes hybrides, notamment des subventions, des fonds de garantie, des facilités de refinancement, un soutien indirect et des solutions numériques.
- Une approche systémique est nécessaire, englobant les écoles, les familles, les enseignants, les communautés et les institutions financières.
- Les réponses doivent être adaptées aux réalités sécuritaires, sociales, économiques et opérationnelles des zones touchées.
- La numérisation des services financiers et des flux de paiement liés à l'éducation est un levier essentiel pour la continuité et l'atténuation des risques.

Les communautés locales doivent être reconnues et renforcées en tant qu'acteurs de résilience, de protection et de continuité éducative.

Recommandations

Les participants ont appelé les autorités publiques à renforcer leur soutien au secteur de l'éducation dans les zones touchées par la crise, notamment aux établissements privés agréés, et à collaborer étroitement avec leurs partenaires afin d'apporter une aide ciblée aux écoles, aux enseignants et aux élèves. Ils ont également souligné la nécessité d'un cadre réglementaire flexible permettant aux mécanismes de financement de s'adapter aux contextes de crise.

Les institutions financières ont été encouragées à concevoir des produits financiers mieux adaptés aux besoins des écoles, des parents et des enseignants, tout en développant l'utilisation de solutions numériques telles que les portefeuilles mobiles, les services USSD et les services bancaires par agence. Le cas échéant, elles devraient également proposer des mesures d'allègement comme la restructuration et le rééchelonnement des prêts afin d'alléger la charge pesant sur les clients touchés.

Les partenaires techniques et financiers ont été invités à mobiliser davantage de ressources par le biais de subventions, de garanties et de financements concessionnels, tout en soutenant les mécanismes de partage des risques.

Le renforcement de l'assistance technique et l'apport d'un soutien logistique, en particulier dans les zones difficiles d'accès, ont également été jugés essentiels à la pérennité des interventions.

Le secteur privé a été encouragé à intensifier ses efforts en matière de responsabilité sociale des entreprises en soutenant des initiatives visant à aider les enfants vulnérables à rester ou à retourner à l'école, notamment par le biais de programmes communautaires et éducatifs.

Pour Opportunity International EduFinance, l'accent a été mis sur la poursuite de son rôle

dans la promotion de solutions innovantes de financement de l'éducation, le soutien aux services financiers numériques, la mobilisation du soutien des partenaires en faveur des institutions locales et la mise en place de solutions pilotes adaptées aux zones touchées par la crise.

Enfin, les communautés, les participants et les acteurs du secteur de l'éducation ont été encouragés à renforcer les mécanismes locaux de protection des écoles, à promouvoir la participation active des parents et à adopter des approches pédagogiques adaptées aux réalités de la crise, notamment un soutien psychosocial aux apprenants vulnérables.



ENGAGEMENTS EXPRIMÉS

Les participants ont exprimé leur engagement commun envers :



Renforcement consultation et coordination entre les parties prenantes



Promouvoir des solutions concrètes, progressives et opérationnelles



de manière durables outenir la continuité de l'éducation dans les zones touchées



Contribuer au développement de mécanismes de financement de l'éducation novateurs, inclusifs et adaptés au contexte

Conclusion

À l'issue de la conférence, les participants ont réaffirmé que la crise de l'éducation dans l'Est de la République démocratique du Congo exigeait une réponse urgente, coordonnée et adaptée au contexte, fondée sur la complémentarité entre les acteurs publics, privés et communautaires, ainsi que les partenaires au développement. Un large consensus s'est dégagé sur la nécessité de passer résolument du diagnostic à l'action, du dialogue à des engagements concrets, et des intentions à des mécanismes pleinement opérationnels.

À cet égard, les participants ont souligné l'importance de mettre en place des approches de financement hybrides combinant subventions, garanties, refinancement, restructuration et solutions

numériques, tout en assurant un soutien à la fois direct et indirect aux écoles, aux ménages et aux enseignants touchés. Le renforcement des capacités des institutions financières locales à continuer de servir les communautés a également été jugé essentiel, tout comme la nécessité d'encourager les initiatives pilotes et les partenariats opérationnels présentant un fort potentiel d'extension. Il est tout aussi important de mettre en place des mécanismes de suivi coordonnés afin de garantir que les engagements pris lors de la conférence se traduisent par des résultats concrets.

En fin de compte, les participants ont réaffirmé que l'éducation dans l'est de la RDC est un levier essentiel pour la protection de l'enfance, la résilience des communautés, la stabilisation sociale et le relèvement durable. À ce titre, la préservation et le financement de l'éducation doivent être considérés comme une responsabilité collective et une priorité commune.

– Kinshasa, 16 avril 2026





EDUFINANCE.ORG

REJOIGNEZ LA CONVERSATION



@OIEduFinance

QUARTIER GÉNÉRAL

Level 18, 100 Bishopsgate
London EC2M 1GT

© 2026 Opportunity International EduFinance / 2503

Opportunity International est une organisation à but non lucratif 501(c)(3) et sert toutes les personnes sans distinction de race, de religion, d'origine ethnique ou de sexe